

## EDITORIAL

### Fiasco

**D** EPUIS près de deux semaines, une partie du réseau du tram casablancais est paralysée par négligence et procrastination sur le sort de l'hôtel Lincoln. Les problématiques posées par la préservation de ce patrimoine urbain remontent pourtant à plus d'une trentaine d'années, pratiquement l'âge du journal que vous tenez entre vos mains et qui y a consacré de nombreuses enquêtes depuis sa création. Ce qui était arlésienne a fini par devenir le mélodrame d'un bâtiment menaçant ruine, puis l'une des préoccupations principales des Casablancais, désormais plus inquiets pour leur sécurité que de préserver la mémoire de la métropole économique.

Ce feuilleton – qui n'a que trop duré – reflète avant tout une lamentable incurie du pouvoir communal dans la gestion des biens publics. S'il y a crise, c'est d'abord dans le processus de décision en matière de réhabilitation urbaine, du moins lorsque la ville est appelée dans le cadre de projets de reconversion à arbitrer sur les questions de transfert de propriété. Ce qui est valable pour l'hôtel Lincoln semble d'ailleurs l'être aussi pour l'ancien marché de gros. Là encore, les réhabilitations s'enlisent sur un sujet qui ne manque pas d'enjeux plus décontextualisés. En urbanisme en effet, le moindre indice de dégradation est fatal en ce sens qu'il alimente une spirale infernale: délabrement, délinquance, ghettoïsation... (en sciences criminelles, cela s'appelle la théorie de la «vitre brisée»).

A Casablanca, sur ce sujet comme sur d'autres, il existe pourtant bien une gouvernance technique en réseau: autorités-SDL-élus. Si ce panachage a été déployé dans un souci d'efficacité, il ne dédouane pas d'une reddition plus ciblée des comptes. Et à ce propos, c'est bien au maire de la ville, tant l'actuel que son prédécesseur, qu'il faut s'adresser. Ils ont bien accepté un mandat politique et c'est eux que les électeurs doivent sanctionner pour ce fiasco. □

Mohamed BENABID

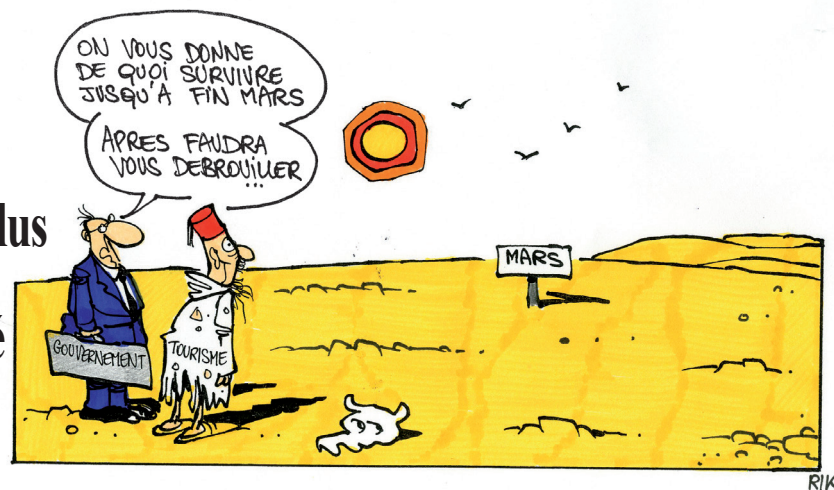
# Contrat-programme tourisme Signera, signera pas?

• Le gouvernement reconduit au 31 mars les mesures échues fin décembre 2020

• La Confédération réclame leur prorogation une année de plus

• En cause, l'absence de visibilité sur la reprise de l'activité

*Voir page 2*



## Assurance

### Les tarifs cristallisent l'attention

**A** PRÈS plusieurs années de hausse, le secteur a stabilisé le ratio S/P à 68% en 2019. Il a même baissé de 0,3 point, selon l'Acaps. Les mesures collectives et individuelles, à l'aide de l'intelligence artificielle notamment, pour réduire la sinistralité et contrecarrer la fraude semblent donner de premiers résultats. Cette amélioration reste à

confirmer. C'est un des leviers pour optimiser les tarifs de l'assurance. Plus globalement, la crise du Covid braque davantage les projecteurs sur la question tarifaire. Le choc lié à la pandémie et une reprise encore incertaine promettent des négociations ardues entre les assureurs et les entreprises. □

*Voir page 5*

■ Enquête L'Economiste/Sunergia: Les Marocains contre la chirurgie esthétique

*Voir pages 18 & 19*

■ Les manuels scolaires bientôt imprimés au Maroc?

*Voir De Bonnes Sources*

■ Télécoms: Le régulateur verrouille la portabilité

*Voir page 3*

## Opinions & Débats

Maroc/USA/Israël  
Les valeurs à l'épreuve de la realpolitik

*Voir pages 20 & 21*



Par Mhamed ABDELHAK

Fiscalité locale  
L'Etat passe l'éponge sur les majorations et pénalités

*Voir page 9*